



Assemblée générale

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
26 novembre 2001

Original: français

Deuxième Commission

Compte rendu analytique de la 28^e séance

Tenue au Siège, à New York, le 20 novembre 2001, à 10 heures

Président par intérim : M. Djumala. (Indonésie)

Sommaire

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social

Point 102 de l'ordre du jour : Mise en oeuvre du Programme pour l'habitat et décisions adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-65032 (F)



La séance est ouverte à 10 h 30.

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social

Projet de résolution concernant l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'ONU dans les domaines économiques et social (A/C.2/56/L.27)

1. **M. Hirata** (Japon), présentant le projet de résolution, rappelle qu'à sa session de fond de 2001, le Conseil économique et social a adopté la résolution 2001/21 qui porte sur la même question. Le projet de résolution a été établi pour donner suite à la recommandation figurant au paragraphe 4 de cette résolution. L'intervenant recommande à la Commission de l'adopter par consensus.

Point 102 de l'ordre du jour : Mise en oeuvre du Programme pour l'habitat et décisions adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire (A/56/8, Supplément No 8, A/56/477, A/56/618, A/56/222-S/2001/736, A/56/306)

2. **Mme Tibaijuka** (Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) dit qu'en 2001, la communauté internationale a réaffirmé l'importance de la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat en vue de l'instauration d'un développement durable et a commencé à prendre des mesures décisives pour renforcer tant la Commission des établissements humains que le Centre. La Déclaration du Millénaire, dans laquelle les dirigeants se sont engagés à améliorer les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants des taudis d'ici à 2020, conformément à l'Initiative « Villes sans taudis ni bidonvilles » est un autre moyen de réaffirmer les buts d'un logement convenable pour tous et d'un développement durable des établissements humains consacrés dans le Programme pour l'habitat.

3. La Directrice exécutive, présentant le rapport de la Commission des établissements humains sur les travaux de sa dix-huitième session (A/56/8), dit qu'à cette occasion, les délégations ont procédé à des échanges de vues approfondis et mené des négociations constructives sur les résolutions. Des dialogues de fond entre les partenaires du Programme pour l'habitat et une série de manifestations parallèles sur des questions

intéressant l'avenir des établissements humains ont eu lieu. Les participants ont évalué les progrès accomplis au titre de la revitalisation et du renforcement de la structure organisationnelle du Centre.

4. La dix-huitième session a également mis l'accent sur la nécessité de maintenir un équilibre entre les activités normatives et les activités opérationnelles à tous les niveaux et confirmé l'importance de la Campagne mondiale pour la sécurité d'occupation et de la Campagne mondiale pour une bonne gouvernance dans le cadre de la réalisation des objectifs d'un logement convenable pour tous et d'un développement durable des établissements humains dans un monde en voie d'urbanisation. Au niveau opérationnel, les campagnes de sensibilisation ont été jugées indispensables pour promouvoir des politiques d'investissement dans les domaines du logement et du développement des infrastructures.

5. L'approbation du programme de travail et du budget pour 2002-2003 à l'issue d'un débat intensif a confirmé que la revitalisation du Centre était un processus continu. Un appui constant des États Membres est indispensable pour que le Centre puisse mieux s'acquitter de son mandat en tant qu'organe central pour l'application du Programme pour l'habitat au sein du système des Nations Unies.

6. La Directrice exécutive signale que le projet de résolution sur la constitution du Comité des représentants permanents en organe subsidiaire intersessions de la Commission des établissements humains a récemment été adopté par le Conseil économique et social. Le Comité a déjà été officialisé. Il s'agit d'une décision importante à la lumière du renforcement du statut et du rôle de la Commission qui, malgré les responsabilités qu'elle assume en ce qui concerne le programme pour les établissements humains et le suivi et la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat, a conservé son statut initial de « comité permanent » du Conseil économique et social.

7. La vingt-cinquième session extraordinaire tenue par l'Assemblée générale, a réaffirmé l'importance du Programme pour l'habitat pour le développement durable dans tous les pays, compte tenu de l'urbanisation croissante et du rôle central des villes dans la croissance socioéconomique, le développement culturel et l'intégration. Cette session est considérée comme un succès d'une part pour ce qui est du processus visant à instaurer un consensus global grâce

à un dialogue ouvert et transparent et d'autre part parce qu'elle a permis de faire le bilan de cinq années de progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat en tant que question concernant tous les pays.

8. La session extraordinaire a achevé ses travaux par l'adoption de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire qui servira de guide aux activités de la Commission et du Centre pour les années à venir. Ce succès est le résultat d'un effort collectif. Le processus d'examen et d'évaluation a également tiré parti de la collaboration étroite entre les organismes du système des Nations Unies, notamment avec les commissions économiques régionales, et la société civile. La session a également ravivé l'esprit d'innovation et de participation qui avait animé la Conférence d'Istanbul. Pour la première fois, une commission thématique a servi de cadre à un débat informel, ouvert à tous les partenaires du Programme pour l'habitat, sur les enseignements tirés des expériences de toutes les régions du monde dans la mise en oeuvre du Programme.

9. Dans la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire, le Secrétaire général est prié de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa cinquante-sixième session, sur les possibilités de réexamen et de renforcement du mandat et du statut de la Commission des établissements humains ainsi que du statut, du rôle et des attributions du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat). Car il est généralement reconnu que le statut du Centre et de la Commission n'est pas à la mesure de leur vaste mandat en tant qu'organe de liaison pour la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat. En conséquence, la participation du Centre au mécanisme de coordination du système des Nations Unies a été entravée, ce qui a eu des effets préjudiciables sur la visibilité, l'attention et le soutien qu'exigent les établissements humains en tant que dimension intersectorielle du développement. Dans son rapport sur la question (A/56/618), le Secrétaire général recommande, pour remédier à cette anomalie, de reclasser le Centre et la Commission; celle-ci pourrait devenir une commission technique du Conseil économique et social, ou bien l'Assemblée pourrait envisager de lui conférer le statut d'organe subsidiaire. Aucune de ces options n'envisage de modification du mandat, de la composition et du fonctionnement de la Commission; toutefois, la

première option aurait des incidences budgétaires car tous les membres des commissions techniques du Conseil peuvent prétendre à une aide financière de l'ONU pour couvrir les frais de voyage d'un membre de leur délégation. En revanche, dans les deux cas, la Commission pourra renforcer sa coopération avec les commissions techniques du Conseil et les autres organes de l'ONU ainsi que sa capacité à s'acquitter de son mandat.

10. Pour ce qui est du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le rapport recommande de le transformer en un Programme des Nations Unies pour les établissements humains, changement de nom qui n'aurait pas d'incidences financières car cet organe fonctionne déjà de fait comme un programme.

11. Même si ces changements ne représentent qu'un aspect des efforts de revitalisation, il faut souligner qu'ils contribueraient à accélérer les autres réformes déjà en cours, notamment dans les domaines prioritaires de l'éradication de la pauvreté urbaine et de la complémentarité entre les activités normatives et les activités opérationnelles, ainsi que de l'amélioration de la gestion, de la situation financière et des ressources humaines du Centre. Le renforcement des deux entités est une condition indispensable pour permettre au Centre de s'acquitter plus efficacement de ses fonctions de coordination et de répondre aux attentes des États Membres. Cette réforme institutionnelle permettrait d'axer les efforts sur la mobilisation des ressources. À cet égard, la situation financière de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains s'est considérablement améliorée, étant donné que plusieurs États Membres ont repris leur financement et que d'autres ont augmenté considérablement leurs contributions. Dans son rapport, le Secrétaire général souligne également la nécessité d'intensifier les efforts pour développer le rôle du Centre sur le terrain; de diversifier les sources de financement pour les projets et programmes de coopération technique; et d'identifier de nouvelles possibilités de collaboration interinstitutions. L'une des possibilités indiquées dans le rapport consisterait à réactiver, grâce à des partenariats avec des banques internationales de développement et d'autres institutions financières, la Fondation, qui avait été créée initialement comme un fonds autorenouvelable pour appuyer divers programmes de logement dans des pays en développement et renforcer les institutions de financement du logement.

12. **M. Asadi** (République islamique d'Iran), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, rappelle que, dans la Déclaration ministérielle adoptée lors de leur 25e réunion annuelle, les ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 et de la Chine ont réitéré l'importance que la communauté internationale attache au Programme pour l'habitat, à la Déclaration d'Istanbul et à la Déclaration sur les villes et autres établissements humains, soulignant qu'il était urgent d'accélérer l'application des dispositions de ces instruments.

13. Dans ce contexte, il faut se féliciter des efforts déployés pour atteindre les deux principaux objectifs du Programme pour l'habitat, à savoir un logement convenable pour tous et un développement durable des établissements humains dans un monde en voie d'urbanisation. Des mesures plus vigoureuses devraient être prises pour assurer une participation plus importante et plus efficace des partenaires du Programme pour l'habitat, notamment les secteurs privé et public, une meilleure coordination entre le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et les autres organismes compétents des Nations Unies, élaborer une stratégie active de mobilisation des ressources financières, accroître la mobilité du Centre pour promouvoir une coopération plus dynamique, tant régionale qu'internationale et renforcer les liens entre les activités normatives et les activités opérationnelles d'Habitat, débouchant sur des projets pilotes, si nécessaire.

14. La Déclaration sur les villes et autres établissements humains constitue un engagement important des États Membres sur les modalités d'élaboration et d'amélioration des stratégies pour atteindre les objectifs d'un logement convenable pour tous et d'un développement durable des établissements humains. À cette fin, le Groupe des 77 et la Chine soulignent que la Commission des établissements humains et son secrétariat, en tant que centre de coordination des Nations Unies pour la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat, ont un rôle majeur à jouer dans l'assistance à fournir aux États Membres pour assurer le suivi et accélérer la mise en oeuvre du Programme et des décisions prises à l'issue de la vingt-cinquième session extraordinaire. Ils se félicitent également de la constitution du Comité des représentants permanents en tant qu'organe subsidiaire intersessions de la Commission et espèrent qu'il

facilitera la tâche du Centre des Nations Unies pour les établissements humains.

15. En ce qui concerne le renforcement de la Commission et du Centre, cette démarche comprend trois aspects fondamentaux, à savoir le renforcement du mandat et du statut de la Commission, le renforcement du rôle et des fonctions du Centre et la nécessité pour ce dernier de participer activement aux travaux du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, qui mérite une attention toute particulière. Le Groupe des 77 et la Chine estiment qu'Habitat, en tant que centre de coordination des questions concernant les établissements humains et de l'application du Programme pour l'habitat, doit assurer la réalisation des objectifs du Programme, à savoir un logement convenable pour tous et un développement durable des établissements humains. C'est dans cette perspective que la participation d'Habitat aux travaux du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies est nécessaire pour l'aider à améliorer la coordination des activités à l'échelle du système.

16. La délégation italienne déplore par ailleurs la soumission tardive du rapport du Secrétaire général, dans une version non éditée, qui n'a pas permis au Groupe des 77 et à la Chine de l'examiner en détail et d'élaborer une position commune. Cela est d'autant plus regrettable que le Groupe appuie sans réserve le renforcement du mandat et du statut de la Commission et du Centre.

17. **M. van der Pluijm** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne, dit qu'à sa vingt-cinquième session extraordinaire, l'Assemblée générale a dressé un bilan en demi-teinte de la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat. En effet, malgré les progrès accomplis et les innombrables initiatives prometteuses, un quart de la population urbaine mondiale vit encore au-dessous du seuil de pauvreté. La Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire, adoptée à cette session, a permis de réaffirmer la volonté politique de la communauté internationale en faveur de l'application du Programme pour l'habitat. Cela est d'autant plus important que cette Déclaration identifie précisément parmi les principaux obstacles à vaincre le décalage entre les engagements souscrits à Istanbul et la volonté politique de les honorer. À ce titre, l'Union européenne tient à souligner le rôle essentiel joué par les autorités locales dans la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat

car elles sont les partenaires les plus proches des citoyens et sont depuis longtemps chargées de répondre à leurs besoins essentiels. Une coopération accrue entre tous les niveaux de gouvernement est dès lors requise et l'Union reste attachée à la mise en place d'un cadre juridique international concernant la décentralisation de l'administration, dans l'esprit des consultations qui ont eu lieu sur la Charte mondiale de l'administration locale.

18. L'Union européenne renouvelle son engagement aux deux principaux objectifs adoptés à Istanbul, « un logement convenable pour tous » et le « développement durable des établissements humains dans un monde de plus en plus urbanisé » ainsi que son appui aux deux campagnes menées par Habitat en faveur de la « sécurité d'occupation » et de la « gouvernance urbaine ». Elle réaffirme également son attachement à la réalisation du droit à un logement convenable, appuie pleinement la mission du Rapporteur spécial chargé d'examiner cette question en tant que composante du droit à un niveau de vie adéquat et rappelle son engagement en faveur de l'égalité des femmes et des hommes en matière de droits et d'accès à la propriété et à l'héritage.

19. L'Union européenne attend beaucoup du système de répartition des responsabilités qui devrait être pleinement exploité afin de prendre en compte la dimension pluridisciplinaire du Programme pour l'habitat. Elle examinera avec intérêt la proposition du Secrétaire général tendant à inscrire ce système dans le cadre des travaux du Groupe de gestion de l'environnement mais juge utile que les diverses dimensions du développement durable abordées dans le Programme pour l'habitat soient pleinement prises en compte, et non seulement la dimension environnementale. Par ailleurs, comme l'a rappelé le Conseil économique et social, il convient qu'Habitat puisse participer aux activités des divers mécanismes pertinents du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies. L'Union souhaite aussi que la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat et de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains soit abordée par les mécanismes interinstitutions de façon à rationaliser l'utilisation des ressources humaines et financières et à optimiser les résultats sur le terrain.

20. S'agissant du rapport du Secrétaire général sur les possibilités de réexamen et de renforcement du mandat et du statut de la Commission des établissements

humains ainsi que du statut, du rôle et des attributions du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) (A/56/618), l'Union européenne se félicite des évolutions institutionnelles récentes, et, en particulier, de la création du Comité consultatif d'autorités locales et du Forum urbain, ainsi que de l'officialisation du rôle du Comité des représentants permanents auprès du Centre (Habitat). Elle est également favorable à l'amélioration du statut d'Habitat et au renforcement de son siège de Nairobi et examine avec intérêt les propositions formulées par le Secrétaire général en vue de développer le rôle de la Commission des établissements humains en matière d'élaboration des politiques. Elle souhaiterait recevoir davantage d'informations quant à une éventuelle modification du statut de la Commission et un éventuel changement du nom du Centre.

21. Les préparatifs du Sommet de Johannesburg sur le développement durable offriront une occasion unique d'exploiter toutes les synergies entre le Programme pour l'habitat et Action 21 à l'heure où la moitié de la population mondiale vit dans les villes, il devient urgent de renforcer la dimension urbaine et locale du développement durable. L'Union européenne attend d'Habitat, comme de tous les organismes concernés, y compris le Forum urbain, une contribution active aux préparatifs, notamment sous la forme de recommandations concrètes. Il incombe à tous les pays de mobiliser le groupe des autorités locales avec suffisamment d'avance. En effet, celles-ci ont non seulement lancé plus de 1 800 initiatives « Action locale 21 » dans le monde, mais les grandes villes, les régions et les entités fédérées dans divers États possèdent souvent au moins autant de compétences en matière de promotion du développement durable que les États au niveau national. Ce sont les autorités locales qui disposent des compétences nécessaires pour assurer une bonne prise en compte de l'essentielle dimension urbaine et locale du développement durable. Ainsi, les « comités nationaux pour l'habitat » établis en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale « Istanbul+5 » pourraient être utilement mis à contribution pour participer à l'évaluation de la mise en oeuvre des chapitres d'Action 21 les concernant. Enfin, il convient d'assurer une bonne participation des autorités locales au Forum qui les réunira à Johannesburg.

22. **M. Mannan** (Bangladesh) dit qu'il souscrit à la conclusion du rapport du Secrétaire général (A/56/477)

selon laquelle le processus d'examen et d'évaluation avait montré que les États Membres avaient pris des mesures concrètes afin d'intégrer dans leurs politiques nationales les questions liées aux établissements humains qui figuraient dans la Déclaration d'Istanbul et le Programme pour l'habitat. Il se félicite aussi du lancement des deux campagnes mondiales sur la sécurité d'occupation et la gouvernance urbaine.

23. Les autorités nationales ont fait un effort marqué en faveur de l'application du Programme pour l'habitat. Le rapport du Bangladesh, présenté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, s'appuyait sur 20 engagements principaux s'inspirant du Programme et s'articulant autour de six grands thèmes : logement, développement social et éradication de la pauvreté, gestion de l'environnement, développement économique, gouvernance et coopération internationale. C'est dans ce contexte que le Bangladesh a créé plusieurs institutions nécessaires, dont un observatoire national des villes et plusieurs observatoires locaux dans les grandes agglomérations, espérant ainsi se relier au réseau de l'Observatoire mondial des villes, pour recueillir et diffuser des données utiles et procéder à des échanges de meilleures pratiques dans le domaine des établissements humains. Ces dernières années, le pays a lancé plusieurs projets de logements en faveur des pauvres, des paysans sans terre et des habitants des bidonvilles. Il aide également la plus grande organisation non gouvernementale du pays à construire des logements locatifs à l'intention des ouvrières de l'industrie de Dhaka, appuie les ONG qui offrent des crédits et des logements plus décentes aux pauvres, en particulier aux ouvrières du secteur de la confection et s'est également associé à la Grameen Bank dans ce cadre. Il s'efforce aussi d'améliorer la prestation de services de base à la population, notamment aux plus démunis, par le biais de plusieurs projets et, dans le cadre des deux campagnes mondiales sur la sécurité d'occupation et la gouvernance urbaine, il a introduit dans sa politique nationale sur le logement une clause rendant illégale l'expulsion des squatters si elle ne s'accompagne pas de mesures de réinsertion.

24. Le Bangladesh se félicite aussi du rapport détaillé du Secrétaire général sur les possibilités de réexamen et de renforcement du mandat et du statut de la Commission des établissements humains ainsi que du statut, du rôle et des attributions du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) (A/56/618).

25. En dépit des progrès accomplis dans le monde et de la prospérité qui en a résulté, les pays en développement continuent de se heurter à une multitude de problèmes : pénurie de ressources financières, chômage, exclusion et multiplication du nombre de sans-abri, inégalités croissantes entre riches et pauvres, aggravation de l'insécurité, médiocrité des services et des infrastructures, manque d'équipements sanitaires et d'écoles, problèmes croissants de pollution, approvisionnement en eau et assainissement insuffisants et vulnérabilité face aux catastrophes. C'est dans ce contexte que la session extraordinaire de l'Assemblée générale a vivement engagé la communauté internationale à honorer l'engagement qu'elle a pris de mettre en oeuvre le Programme pour l'habitat.

26. **Mme Wang Ling** (Chine), dit que son pays se félicite des résultats de la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale, notamment de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains qui, selon lui, favoriseront la coopération internationale dans le domaine du développement des établissements humains et faciliteront la poursuite de l'application du Programme pour l'habitat.

27. Depuis l'adoption de ce Programme, en 1996, les pays se sont mobilisés dans les domaines du logement et des établissements humains et ont obtenu certains résultats positifs mais, dans l'ensemble, il est manifeste que les problèmes d'établissements humains sont loin d'être résolus. Le développement est inégal d'une région à l'autre et de nombreux pays en développement ont toujours de graves difficultés à loger leur population. Il est donc impératif que la communauté internationale renforce la coopération dans ce domaine afin d'appliquer plus efficacement le Programme pour l'habitat.

28. Afin d'accélérer la réalisation des deux grands objectifs, « un logement convenable pour tous » et le « développement durable des établissements humains dans un monde de plus en plus urbanisé », fixés par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, de mieux appliquer le Programme pour l'habitat, de promouvoir la coopération internationale dans le domaine des établissements humains et de résoudre les problèmes qui en découlent, les travaux devraient s'organiser selon quatre grands axes. Premièrement, le développement économique et l'éradication de la pauvreté sont la condition préalable du développement des établissements humains, en

particulier dans les pays en développement. En effet, ce n'est qu'en réalisant une croissance économique soutenue et en aidant les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables par une action publique adaptée que l'on pourra progressivement éliminer la misère et poser les bases du développement des établissements humains. Deuxièmement, pour améliorer la situation des établissements humains, il faut prendre en compte les particularités de chaque État et respecter l'autonomie de leurs décisions. En effet, chaque pays se distingue par son régime politique, ses législations et ses réglementations, ses modalités de gestion, son niveau de développement économique, son histoire, sa culture et son environnement, lesquels génèrent des problèmes d'établissements humains très divers. Certes, les pays peuvent apprendre les uns des autres mais il est impossible d'adopter une approche unique et il faut respecter la souveraineté et les choix collectifs de chacun. Troisièmement, le développement durable est le meilleur moyen de résoudre les problèmes de développement des établissements humains. Aussi faut-il savoir gérer en parallèle l'accroissement de la population, la hausse de la productivité, l'utilisation des ressources et la protection de l'environnement dans l'optique du développement durable. Enfin, quatrièmement, le renforcement de la coopération internationale est un autre facteur important car toute solution exige non seulement des efforts nationaux mais un environnement externe favorable et une concertation efficace entre les pays. Par ailleurs, il faudrait commencer par s'attaquer aux problèmes des pays en développement pour améliorer la situation dans l'ensemble du monde. La communauté internationale, en particulier les pays développés, doit prendre les intérêts de l'humanité comme point de départ et s'efforcer de réduire les inégalités entre riches et pauvres, faire preuve de volonté politique et créer des conditions favorables au développement économique et social des pays en développement. Il convient en particulier d'honorer les engagements pris en matière de financement, de transferts de technologie, d'apport d'expertise, d'accès aux marchés, d'allègement et d'annulation de la dette, afin de donner à ces pays les moyens de mieux développer leurs établissements humains.

29. **Mme López** (Venezuela) note que la Déclaration sur les villes et autres établissements humains, que l'Assemblée générale a adoptée à sa vingt-cinquième session extraordinaire, énonce une série de mesures et d'initiatives qui permettront de surmonter les obstacles

entravant l'application du Programme pour l'habitat. À l'occasion de cette session, le représentant du Venezuela avait souligné que son pays s'appliquait à améliorer les conditions régnant dans les centres urbains et ruraux, y compris les zones occupées par des populations autochtones, en respectant la primauté de l'individu, ses besoins et sa participation à l'obtention d'un logement.

30. Au Venezuela, la population bénéficie d'un droit constitutionnel au logement qui repose sur plusieurs principes : responsabilité partagée entre le citoyen et l'État, participation aux choix collectifs des organisations communautaires et réalisation progressive du droit à un logement décent, sûr, confortable, salubre, doté de services de base, dans des établissements humains favorables aux relations familiales, aux relations de voisinage et aux relations communautaires.

31. Le Venezuela se heurte toutefois à des difficultés pour appliquer le Programme pour l'habitat, comme le manque de coordination entre les diverses autorités, la centralisation et la concentration des décisions et des ressources, les lacunes des organisations locales, la participation encore récente des communautés et la pénurie de ressources financières, facteurs structurels intrinsèques au processus de développement dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie du pays. Il s'efforce de les surmonter par des réglementations qui appréhendent le problème de l'habitat dans sa totalité, comme le préconise la Déclaration sur les villes au chapitre « Prendre de nouvelles mesures ». Dans le domaine rural, l'accent a été mis sur l'agriculture, moteur du développement durable, le secteur agricole étant non seulement une source de revenus économiques mais un facteur de développement humain et social. Pour ce qui est du développement urbain, le défi consiste plutôt à réhabiliter les aires les plus vulnérables et à les rendre plus humaines. Le Venezuela s'y est employé en créant dans l'un des États à forte densité démographique un Institut municipal de l'habitat qui, en liaison avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et la Banque interaméricaine de développement, aura pour objectifs de faire construire des logements décents et d'améliorer les aires d'habitation au moyen de divers services – éducation, soins sanitaires, loisirs, sports, espaces verts, approvisionnement et production – propres à assurer à la population une vie plus digne

dans des conditions plus humaines. Enfin, à l'échelle nationale, le Venezuela a créé une commission de suivi des meilleures pratiques en matière d'établissements humains et un Prix national qui consacrera les réalisations les plus réussies dans ce domaine, afin de récompenser l'innovation technologique et la créativité sociale, financière et urbaniste en particulier dans les zones les plus vulnérables. À ce sujet, il faut souligner que le Venezuela a des conceptions très novatrices dans le domaine de l'urbanisme, qu'il s'agisse de développement des établissements humains, d'études sur la qualité de vie offerte par l'habitat, d'utilisation des technologies ou d'information. Cela est particulièrement nécessaire dans un pays où la population est fortement concentrée dans des zones à haut risque et où l'un des défis à relever est celui d'un réaménagement du territoire qui permettrait de déconcentrer les principales activités économiques du pays, avec l'aide du secteur public, du secteur privé et des collectivités locales, et à encourager les migrations vers d'autres pôles de développement.

32. **M. Aardal** (Norvège) dit que le rapport à l'examen (A/56/8) reflète bien l'importance des travaux de la Commission des établissements humains, de même que la participation de haut niveau à la dix-huitième session démontre l'utilité croissante du Centre revitalisé. L'augmentation du montant des contributions à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains atteste également la confiance accrue dont jouit le Centre; la Norvège, quant à elle, doublera le montant de sa contribution à la Fondation en 2002, lequel atteindra environ 1,1 million de dollars.

33. La Déclaration sur les villes et autres établissements humains, adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session extraordinaire, met à juste titre l'accent sur la lutte contre la pauvreté et les problèmes connexes résultant de l'accélération de l'urbanisation, en particulier dans les pays en développement, et la féminisation croissante de la pauvreté. Elle reconnaît l'importance des travaux effectués dans le cadre de l'Initiative de l'Alliance des villes, lancée par Habitat et la Banque mondiale, en étroite collaboration avec divers partenaires multilatéraux et bilatéraux. La Norvège s'est associée à ce projet qu'elle considère comme un exemple promoteur des nouveaux partenariats forgés au sein du système des Nations Unies. Elle se félicite par ailleurs de l'approche fondée sur les droits reflétée dans la

Déclaration, en ce qui concerne notamment la reconnaissance du rôle des femmes et la protection de leurs droits. La session extraordinaire a été un succès et la Déclaration guidera les efforts communs dans le domaine des établissements humains, complétant le Programme pour l'habitat et la Déclaration d'Istanbul.

34. Le rapport du Secrétaire général à l'examen (A/56/618) contient des informations utiles qui faciliteront le débat et aideront à se faire une idée plus précise du statut de la Commission et du Centre lui-même. Il serait souhaitable que le rôle et le statut des deux entités soient renforcés. Dans la Déclaration publiée à l'issue de la session extraordinaire, il a été demandé au Secrétaire général de proposer diverses options sur la manière dont ce renforcement pourrait être effectué. Il faudrait à ce sujet tenir compte de la résolution 18/1 de la Commission des établissements humains, adoptée récemment par le Conseil économique et social, concernant la constitution du Comité des représentants permanents en organe subsidiaire intersessions de la Commission. La Norvège, quant à elle, a noté avec grand intérêt l'option mentionnée au paragraphe 31 du rapport, consistant à remplacer le titre actuel du Centre pour en faire un « Programme des Nations Unies pour les établissements humains », mesure qui présenterait certains avantages. Les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général devraient être examinées à la lumière de la résolution 53/242 de l'Assemblée, dont la lettre et l'esprit fournissent un cadre utile pour le débat sur la question. S'agissant du lieu et de la fréquence des sessions de la Commission, l'intervenant est d'avis que cette dernière devrait se réunir à son siège, à Nairobi, et que la pratique établie des sessions biennales devrait être maintenue. Toutefois, entre chaque session, il pourrait être utile de réunir un forum de l'urbanisation qui servirait de cadre aux délibérations des experts sur les questions relatives aux établissements humains.

35. **M. Kikaya** (Kenya) dit que la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale a donné aux États Membres et aux partenaires du Programme pour l'habitat l'occasion de formuler de nouvelles mesures permettant de surmonter les obstacles qui entravent la réalisation des objectifs d'un logement convenable pour tous et du développement durable des établissements humains. À ce sujet, sa délégation accueille avec satisfaction la Déclaration sur les villes et autres établissements humains et insiste sur

l'engagement pris par les gouvernements de réduire la pauvreté, de multiplier les efforts aux niveaux national et international dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida, de respecter l'engagement pris dans le domaine des établissements humains et de reconfirmer le rôle de la Commission des établissements humains et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains par rapport au Programme pour l'habitat.

36. Tout en se félicitant des progrès accomplis dans la revitalisation du Centre, la délégation kényenne estime que cet organe devrait adopter une approche plus concrète dans ses activités, en lançant et en suivant des programmes dans les pays membres. Le Centre ne peut plus financer ses activités de base uniquement à l'aide de ressources extrabudgétaires; l'Assemblée générale devrait continuer à augmenter les crédits ouverts au titre du budget ordinaire pour Habitat.

37. La délégation kényenne souscrit par ailleurs aux propositions faites par le Secrétaire général pour régulariser le statut et le mandat de la Commission, ainsi que le statut, le rôle et les fonctions du Centre. S'agissant de la Commission, elle souscrit à l'avis du Secrétaire général selon lequel son mandat ne devrait pas être modifié. Mais, en ce qui concerne son statut, elle propose que la Commission devienne un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, lui faisant rapport par l'intermédiaire du Conseil économique et social, ce qui n'aurait pas d'incidences financières. Le Kenya souscrit également à la proposition tendant à transformer le Centre en un Programme des Nations Unies pour les établissements humains, ce qui permettrait d'en améliorer l'efficacité. Par ailleurs, le Centre devrait faire partie du Comité administratif de coordination, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

38. **M. Abreha** (Éthiopie) dit que sa délégation attache une grande importance aux deux objectifs d'un logement convenable pour tous et du développement durable des établissements humains. Il souscrit donc pleinement au texte issu de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, la Déclaration sur les villes et autres établissements humains, qui doit servir de guide pour réaliser ces objectifs. La délégation se félicite également des travaux de la Commission des établissements humains et du haut niveau de participation à ses délibérations. Toutefois, comme l'Assemblée générale n'a pas défini le statut de cette

commission, cette dernière est considérée comme un comité permanent du Conseil économique et social bien que la Conférence Habitat II lui ait conféré un rôle accru; il serait donc souhaitable qu'elle devienne une commission à part entière, de préférence un organe subsidiaire du Conseil économique et social.

39. S'agissant du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, l'intervenant constate que son rôle s'est accru grâce à un programme intégré couvrant la recherche, l'élaboration de directives, la formation et la coopération technique, et à un appui politique et financier croissant des États Membres suite à la Conférence d'Istanbul. Il est toutefois nécessaire de renforcer la capacité opérationnelle du Centre, en particulier dans les domaines de la formation, du développement des capacités, de l'analyse économique urbaine et du financement du logement, ainsi que sa présence sur le terrain. Par ailleurs, compte tenu de l'accroissement des responsabilités du Centre, la délégation kényenne est favorable à la proposition du Secrétaire général visant à le transformer en un Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

40. **M. Mabhongo** (Afrique du Sud) note qu'un quart de la population urbaine mondiale n'a pas accès à un logement décent ni aux services de base. Un phénomène décourageant est l'urbanisation croissante de la pauvreté; la mondialisation a aggravé les problèmes du développement des établissements humains dans les villes. Par ailleurs, l'absence d'intégration du développement à l'échelle urbaine et rurale touche davantage les habitants des zones rurales car ils sont souvent privés des services essentiels. Il est donc impératif de reconnaître le rôle important du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et du Programme pour l'habitat. Le Centre doit être renforcé, en particulier sur le plan financier; la délégation sud-africaine a pris note à ce sujet des propositions faites par le Secrétaire général dans son rapport (A/56/618). Les participants au Sommet du Millénaire se sont engagés à améliorer d'ici à 2020 le sort des habitants des bidonvilles, d'où l'initiative « Villes sans taudis ni bidonvilles », qui complète les deux campagnes mondiales du Centre. La session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux établissements humains a réaffirmé l'importance du Programme pour l'habitat et il est à espérer que le Sommet mondial pour le développement durable contribuera à l'exécution de ce programme.

41. L'Afrique du Sud, qui a bénéficié de la coopération du Centre dans le cadre de divers projets, estime que la politique du logement exige des partenariats entre le gouvernement, les autorités locales, les organismes de logement et les organisations internationales de développement. Le droit au logement est inscrit dans la Constitution sud-africaine. L'Afrique du Sud s'emploie également à donner la priorité aux besoins des démunis et des groupes spéciaux, notamment les handicapés et les femmes. Il reste toutefois de nombreux autres problèmes, notamment le développement des capacités à tous les niveaux de gouvernement pour garantir le droit à un logement convenable, l'élargissement des choix des consommateurs en matière de logement et les conséquences sociales, économiques et juridiques de la pandémie du VIH/sida sur les programmes d'établissements humains, ainsi que la mobilisation de ressources additionnelles. Les autorités sont déterminées à exécuter le Programme pour l'habitat et à renforcer les politiques et les programmes de logement afin d'en atteindre les objectifs fixés.

42. **Mme Raguž** (Croatie) dit que son gouvernement, soucieux de rendre hommage aux efforts inlassables déployés par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), vient de lui verser une contribution volontaire à titre symbolique. Le Programme pour l'habitat a été examiné avec attention par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session extraordinaire et l'adoption de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains a été l'occasion de réaffirmer les objectifs de la Déclaration d'Istanbul et du Programme pour l'habitat, ainsi que ceux de la Déclaration du Millénaire, notamment l'élimination de la pauvreté, un logement convenable pour tous et le développement durable des établissements humains.

43. La Croatie a pris des mesures pour évaluer les obstacles rencontrés et les progrès accomplis en tant que pays en transition. Le Gouvernement a également tenu compte de plusieurs recommandations du Comité national pour l'habitat pour lancer diverses activités en vue de promouvoir l'exécution du Programme pour l'habitat au niveau local. Le Programme et le rapport national établi pour la session extraordinaire de l'Assemblée lui serviront de base pour l'élaboration de stratégies de développement des établissements humains et d'une politique du logement. Par ailleurs, la Croatie va mettre en place une base de données statistique conforme à la méthodologie d'Habitat et

lancer des projets pilotes afin de suivre les données au niveau national, en plus de deux programmes spéciaux de construction de logements sociaux et d'aide aux victimes de la guerre patriotique.

44. Outre les réformes et le renforcement des institutions, une stratégie plus vaste est nécessaire aux niveaux local, national et international et il est indispensable de veiller à l'éducation de toutes les parties concernées. Des programmes d'éducation et de sensibilisation des responsables sont en effet la condition préalable d'interactions cohérentes entre les institutions nationales et les autres intervenants. Les partenariats entre les gouvernements nationaux, les collectivités locales, les ONG et d'autres groupes de la société civile ont également un rôle central à jouer.

45. La Croatie appuie pleinement les travaux de la Commission et du Centre et souscrit aux arguments avancés en faveur d'une revitalisation du mandat et du statut de la Commission en la transformant en commission technique à part entière du Conseil économique et social ou en organe subsidiaire de l'Assemblée générale, faisant rapport au Conseil économique et social.

46. **M. El-Atrash** (Jamahiriya arabe libyenne) dit que, malgré les efforts inlassables déployés par les gouvernements et leurs partenaires, la situation des établissements humains dans certaines parties du monde laisse encore à désirer, les principales causes étant la pauvreté, qui est très répandue, et la pénurie des ressources financières et matérielles. La plupart de ceux qui souffrent de la pauvreté ne possèdent pas de logement, l'insuffisance des ressources financières locales empêche de nombreux pays de répondre aux besoins persistants des établissements humains, et d'importants obstacles entravent l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans des conditions d'égalité.

47. Toutes les parties, y compris les institutions financières des Nations Unies, doivent donc redoubler d'efforts, afin que le Programme pour l'habitat puisse se traduire par des politiques et mesures concrètes, et prendre d'autres initiatives en vue d'assurer le développement durable des établissements humains, ainsi que l'avenir des générations futures. Dans l'esprit du Programme pour l'habitat et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la communauté internationale devrait en outre s'employer à aider les peuples vivant sous occupation étrangère, notamment

le peuple palestinien, à recouvrer leurs droits et leur dignité.

48. Conscient que le droit à un logement salubre est un droit essentiel, le Gouvernement libyen a adopté de nombreuses lois pour atteindre l'objectif d'un logement pour tous. Les systèmes de financement et de prêt ont été améliorés, les institutions financières et les particuliers ont été invités à participer à l'effort général en fournissant les ressources nécessaires, et l'État continue de financer la construction de logements à l'intention des personnes à faible revenu et de faire le nécessaire pour combler le fossé qui existe en matière de développement entre les différentes parties du pays, conformément aux directives énoncées dans le Programme pour l'habitat et la Déclaration sur les villes et autres établissements humains adoptée à la vingt-cinquième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à ce sujet. Les autorités ont également pris des dispositions pour installer des réseaux d'assainissement dans tous le pays et pour que chacun ait accès à des soins de santé gratuits ainsi qu'à de l'eau potable.

49. Pour aider les groupes défavorisés, le Gouvernement a adopté une politique de développement durable grâce à laquelle la majeure partie de la population vit désormais en milieu urbain, le revenu par habitant a augmenté (8 100 dollars environ), la population bénéficie de services gratuits en matière d'enseignement, de santé et de logement, les prix des carburants, de l'électricité et de l'eau ont été réduits au minimum et le taux de chômage s'est stabilisé autour de 5 %. En ce qui concerne les efforts déployés pour garantir l'égalité entre les sexes, il convient de noter que les femmes représentaient en 2000 environ 20 % des actifs et au moins 50 % des étudiants, tous niveaux d'enseignement confondus. Il va sans dire que tous ces progrès ont été réalisés malgré les sanctions iniques que le Conseil de sécurité a imposées au pays en 1992 et qui vont à l'encontre des normes du droit international et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

50. La délégation libyenne appelle l'attention sur le problème des mines qui ont été abandonnées dans une grande partie du territoire à la fin de la Seconde Guerre mondiale et qui empêchent toute exploitation des terres en question à des fins agricoles, de pâturage ou d'utilisation des eaux souterraines. Ces mines ayant tué et handicapé des centaines de citoyens libyens, la communauté internationale doit exiger des pays qui ont

posé ces mines de prendre les mesures nécessaires pour les enlever et indemniser les victimes. L'Italie a récemment signé un accord allant dans ce sens, et il faut espérer que d'autres pays suivront son exemple.

51. La Jamahiriya arabe libyenne collaborera avec toutes les parties intéressées, tant sur le plan régional que sur le plan international, pour assurer le développement durable du peuple libyen et appliquer le Programme pour l'habitat, ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet, à condition que leurs dispositions soient compatibles avec la charia.

52. **M. Lee Kyung-chul** (République de Corée) souligne que, dans le cadre des efforts qui sont déployés afin de stimuler la croissance économique et sociale dans les régions les moins développées, une attention accrue devrait être accordée à l'amélioration des établissements humains.

53. En 1996, les participants à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains ont mis au point un cadre bien conçu pour le développement des établissements humains, à savoir la Déclaration d'Istanbul et le Programme pour l'habitat. Cet engagement international a été réaffirmé à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale tenue récemment; toutefois, il reste beaucoup à faire pour atteindre les objectifs définis dans le Programme, même si les efforts déployés aux niveaux national et international ont permis d'obtenir certains succès dans la lutte contre les problèmes liés à l'urbanisation. Il ressort des délibérations sur ce sujet que la pauvreté persistante dans le monde en développement est la cause principale de manque de progrès. L'éradication de ce fléau doit donc recevoir une attention prioritaire. Comme il est indiqué dans la Déclaration sur les villes et autres établissements humains adoptée à la session extraordinaire, ce sont les gouvernements qui assument la responsabilité principale de la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat mais il est essentiel que la communauté internationale leur fournisse une assistance.

54. Les deux objectifs dans ce domaine – à savoir un logement convenable pour tous et le développement durable des établissements humains – constituent l'un des éléments clefs de la stratégie nationale en matière de développement. Le pays a fait des progrès remarquables dans le domaine du logement au cours des dernières années, du fait principalement de la mise

en oeuvre d'un programme quinquennal portant sur la construction de 2 millions de logements. Les autorités ont également pris des mesures afin de permettre aux personnes à faible revenu de bénéficier de services de logement stables, notamment par l'octroi de prêts à faible taux d'intérêt et la construction d'unités d'habitation destinées à la location.

55. S'agissant du suivi du Programme pour l'habitat, il serait souhaitable que les progrès réalisés aux niveaux national et international soient évalués dans le cadre d'examens périodiques.

56. **M. Howell** (Directeur par intérim du bureau de liaison de l'Organisation internationale du Travail) rappelle que, dans le cadre du suivi du Sommet pour le développement social, l'OIT a récemment organisé un Forum global sur l'emploi, afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Afin de créer des emplois décents au XXI^e siècle, un plan en 10 points a été adopté, touchant différentes questions liées notamment au commerce international, aux technologies de l'information, à la création d'entreprises, à l'éducation et à la formation, à la santé et à la sécurité, aux politiques du marché du travail et à la protection sociale. Certains de ces thèmes seront examinés à la Conférence internationale du Travail de 2002. Dans cette perspective, des études préparatoires sont en cours sur l'urbanisation de l'économie informelle. Il est urgent dans ce contexte d'améliorer la coordination des politiques au niveau local, et d'associer les organisations représentatives des pauvres. La Conférence examinera notamment la question des emplois, des droits et de la protection sociale dans l'économie informelle. Le Conseil d'administration de l'OIT vient d'allouer des ressources pour la promotion de l'emploi à l'échelle mondiale jusqu'en 2003, en encourageant le développement des petites entreprises, les investissements à forte intensité de main-d'oeuvre, la formation professionnelle et le microfinancement, en particulier pour les femmes. Les stratégies d'urbanisation occupent une place importante dans le programme des emplois en Afrique, qui vise à mobiliser des fonds publics et privés en faveur des pauvres. Les logements sociaux seront rénovés, les services de base à l'intention des plus défavorisés seront améliorés et des emplois seront créés dans ce contexte. Des crédits ont récemment été ouverts afin de promouvoir le développement d'infrastructures à forte intensité de main-d'oeuvre sur le continent. L'OIT

appuie les partenariats entre les administrations municipales et les partenaires locaux. Des programmes de formation professionnelle dans le secteur de l'économie informelle ont également été mis en place. Dans de nombreux pays, l'OIT est associée aux programmes exécutés par Habitat.

57. L'écart persistant entre les besoins et les droits des groupes défavorisés et les possibilités qui leur sont offertes de mener une vie décente est inacceptable. Nous devons répondre au souhait de millions de personnes de vivre dans des logements convenables et à leur besoin de travailler. Les investissements en faveur des pauvres, comme l'assainissement des quartiers insalubres, permettent de créer de nombreux emplois mais des progrès beaucoup plus importants pourront être accomplis si un soutien est apporté au développement des petites entreprises et à l'amélioration de la protection sociale de leur personnel. Les emplois sont au coeur de la rénovation urbaine; pour assurer le bon fonctionnement des nouvelles mégapoles, il faut améliorer les emplois des pauvres. Des emplois plus décents et plus nombreux permettront d'améliorer les conditions de vie et de créer un environnement acceptable dans les établissements urbains.

58. Le mandat de l'OIT consiste à promouvoir des politiques et des institutions en matière de justice sociale et de création d'emplois, touchant notamment le respect des principes fondamentaux et des droits sur le lieu de travail, la promotion du dialogue social et le renforcement de la protection sociale, éléments qui correspondent pleinement à la Déclaration sur les villes et autres établissements humains. L'organisation s'efforce d'encourager le développement d'économies locales productives et de contribuer au renforcement de la gouvernance urbaine, en partenariat avec les employeurs et les associations de travailleurs, les autorités municipales, les organisations internationales et les gouvernements nationaux. Une action concertée est indispensable pour transformer les établissements humains déshérités en cités prospères.

La séance est levée à 12 h 40.